

Votre Reconquête de l'Europe [Ep. 3] : Avec Marion, protégeons notre marché !

3 min · Reconquête

Parmi les pouvoirs excessifs de la Commission européenne se trouve la négociation des accords de libre -échange qu 'elle noue avec le monde entier. Le Mexique, la Turquie, la Colombie, le Canada. Macron rappelle volontiers que l 'Union européenne est bénéficiaire dans le cadre du CETA, l 'accord commercial qui a été conclu avec le Canada. C 'est en partie vrai mais de manière en réalité très temporaire car l 'Union européenne utilise tous ses quotas pour l 'exportation tandis que le Canada est loin d 'utiliser la totalité des siens. Plus le Canada exportera chez nous, plus la balance commerciale sera en sa faveur et finira comme d 'habitude par tuer notre agriculture. Pour certains pays dont l 'Allemagne qui sacrifie notre agriculture pour pouvoir vendre ses voitures, ces accords sont des aubaines. C 'est d 'ailleurs la raison pour laquelle il faut l 'admettre certains de nos alliés, notamment d 'Europe centrale, ils sont plutôt favorables car ils facilitent leurs exportations et leurs coûts de production à eux sont moindres donc ils ne subissent pas une concurrence déloyale qui serait insoutenable. Mais pour la France, ces accords sont néfastes et tous les partis français les rejettent sauf deux partis, les Macronistes et les LR. Au cours de cette législature, quatre accords de libre -échange ont été adoptés avec le Vietnam, avec la Nouvelle -Zélande, avec le Chili et avec le Kenya. Ainsi, le 22 novembre 2023, les Macronistes ont voté pour et les LR ont voté pour ou se sont abstenus. Les sept députés LR arrivent rarement à voter tous la même chose sur l 'accord avec la Nouvelle -Zélande qui entre autres augmente de 38 000 tonnes les quotas de viande ovine et ouvre des quotas de 15 000 tonnes

de lait et 15 000 autres tonnes de beurre destinés à l 'Europe. En avons -nous tant besoin alors que notre filière ovine est en difficulté avec une chute de 65 % des exploitations en 20 ans, alors que nous faisons face, notamment en Normandie par exemple, à une surproduction de lait qui engendre des pays trop bas et oblige parfois les éleveurs à en jeter. Certains agriculteurs normands travaillent jusqu 'à 70 heures par semaine pour se payer finalement un SMIC. De plus, ces accords engendrent une concurrence déloyale majeure puisque l 'Union Européenne est la zone avec le plus de normes de la planète quand nos partenaires commerciaux n 'ont pas les mêmes exigences. Par exemple, nous interdisons plus de pesticides que les autres. Nos agriculteurs doivent donc produire avec plus de contraintes pour des produits de meilleure qualité mais présenter dans les supermarchés à côté de produits moins chers et bourrés de pesticides qui sont interdits en Europe. Au -delà de l 'aspect purement commercial, il y a une incohérence. Pour ne pas dire une hypocrisie terrible à nous faire importer de l 'agneau venu du bout du monde à 20 000 km de distance, tout en imposant, via le pacte vert, une écologie punitive pour réduire nos émissions de carbone. Ce sont des milliers de conteneurs supplémentaires qui vont voyager sur les océans pendant 40 jours pour rallier Auckland à un port européen. D 'autres accords sont en projet avec l 'Australie, les États -Unis ou l 'Inde. Et que dire de l 'accord géant sur le point d 'être conclu avec les pays du Mercosur, le marché sud -américain, qui ouvrirait par exemple des quotas à droits de douane très réduits pour 99 000 tonnes de viande bovine, 180 000 tonnes de volailles ou encore 180

000 tonnes de sucre. Chez Reconquête, nous ne sommes pas par principe hostiles aux accords commerciaux bien sûr, mais nous proposons un moratoire sur ces accords de libre -échange afin d 'évaluer ceux qui sont vraiment bénéfiques pour les Européens et pas simplement bons pour l 'industrie allemande. Nous voulons également des « close mirrors » dans tous les accords pour éviter la concurrence déloyale qui tue nos agriculteurs. Et les « close mirrors » ne doivent pas simplement

figurer dans l'accord, il faut ensuite se donner les moyens de les faire réellement appliquer avec des contrôles massifs et systématiques effectués par des agences et des institutions fiables. Ce n'est évidemment pas le cas actuellement. Enfin, nous voulons retirer à la Commission le pouvoir de négocier ces accords, qui après leurs conclusions sont appliqués provisoirement, avant même la ratification par les États membres. C'est ce que vous pouvez soutenir en votant le 9 juin pour la liste Reconquête conduite par Marion Maréchal.